

POIRIER, Jean, *Regards sur les noms de lieux. Études et recherches toponymiques, 3, Commission de toponymie (Gouvernement du Québec)*. Québec, 1982. 174 p. 19,95 \$.

Andrée Désilets

Volume 37, numéro 1, juin 1983

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/304139ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/304139ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Désilets, A. (1983). Compte rendu de [POIRIER, Jean, *Regards sur les noms de lieux. Études et recherches toponymiques, 3, Commission de toponymie (Gouvernement du Québec)*. Québec, 1982. 174 p. 19,95 \$.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 37(1), 114–116. <https://doi.org/10.7202/304139ar>

POIRIER, Jean. *Regards sur les noms de lieux*. Études et recherches toponymiques, 3, Commission de toponymie (Gouvernement du Québec). Québec, 1982. 174 p. 19,95 \$.

L'oeuvre est un recueil de 23 études publiées par Jean Poirier entre 1962 et 1981 dans diverses revues spécialisées, québécoises et européennes.

On fait de la toponymie au Québec depuis les débuts du XX^e siècle. Il y a dix ans, avant même que cette discipline n'accède effectivement au rang de science humaine, le bilan de la production était déjà impressionnant. Au dire de l'auteur, quelque vingt ouvrages et plus de 300 articles avaient été publiés par des historiens (P.-G. Roy, H. Magnan), des géographes (F. Grenier, L.-E. Hamelin, H. Dorion), des ethnologues (J. Rousseau) ou des folkloristes (M. Barbeau, L. Lacourcière). En plus, il y avait les publications officielles de la Commission de géographie du Québec et de celle du Canada ainsi que les contributions collectives de l'Institut de géographie de l'Université Laval. En 1959, ce dernier mettait à son programme les études supérieures en topo-

nymie. C'est précisément Jean Poirier qui devait y obtenir la première maîtrise ès arts, avec thèse dans ce champ de recherche.

L'auteur est donc un des premiers toponymistes au Québec, sinon le premier dont les études s'inspirent des principes scientifiques modernes de la toponymie. Il a une expérience de près de vingt-cinq ans dans le domaine et travaille présentement à la Commission de toponymie du Québec, où il est l'adjoint au président. On peut comprendre que les jeunes qui constituent la très forte majorité des toponymistes professionnels l'appellent «le patriarche» et respectent son autorité intellectuelle et morale, qui déborde les frontières du Québec et du Canada.

En 1977, la Charte de la langue française instituait une Commission de toponymie qu'elle rattachait administrativement à l'Office de la langue française. Avec mandat élargi, la nouvelle Commission prenait la relève de la Commission de géographie, qui était la compétence toponymique au Québec depuis 1912. La plupart des États avaient déjà leur commission officielle de toponymie, et des congrès périodiques les réunissaient pour des échanges à l'échelle mondiale. La communauté francophone avait en plus ses centres de recherches aux Archives nationales de France, au Centre international d'onomatistique de Louvain et à l'Université Laval, où s'était formé le Groupe d'étude de choronymie et de terminologie géographique en 1966. La nouvelle Commission de toponymie remplit d'abord un mandat administratif, que l'on pourrait résumer à des fonctions de désignation, de conservation, de normalisation, d'officialisation et de diffusion dans le domaine qui lui est confié. Elle assume aussi et parraine des études et des recherches toponymiques. L'ouvrage de Jean Poirier paraît dans une collection qui porte précisément ce titre.

L'auteur a regroupé ses études fragmentaires sous trois thèmes: *études générales*, *études particulières*, *études sur les noms autochtones*. Le premier groupe est le plus considérable et le plus important dans l'état actuel des connaissances en toponymie. Il réunit 11 des 23 essais de l'ouvrage, et son ensemble constitue une sorte de traité sur le métier du toponymiste et sur son travail au sein d'un organisme d'État. On y suit l'itinéraire du pionnier, en quête d'une théorie et d'une méthodologie, qu'il arrive manifestement à maîtriser. On y découvre les principales caractéristiques de la toponymie québécoise et les difficultés des spécialistes qui doivent en établir la nomenclature officielle. Au Québec, la toponymie puise à trois sources différentes (l'amérindienne, la française et l'anglaise), dont deux présentent des problèmes d'adaptation graphique. Elle couvre un territoire immense et faiblement habité, donc largement innommé. Elle accuse une mobilité qui donne lieu à des contradictions, même sur les cartes officielles. Elle présente des désignations qui se répètent par centaines, la plupart émanant spontanément du peuple, et le peuple étant pauvre d'imagination et d'expression. Enfin, elle porte la marque d'interférences linguistiques attribuables à l'histoire, devenant parfois hybride et souvent confuse.

Le dernier article de cette première partie fait rêver! Il laissait entrevoir un projet de très grande envergure nationale, un *Dictionnaire des noms de lieux*, comme en ont les grandes nations organisées. La réalisation de cette oeuvre se ferait sur le modèle du *Dictionnaire biographique du Canada* et du *Dictionnaire des oeuvres littéraires du Québec*, par tranches chronologiques

d'apparition des toponymes, avec équipe permanente et recours à des spécialistes. Elle s'étendrait sur dix ans et représenterait un coût total de 4 millions, financée en partie par les organismes qui subventionnent la recherche scientifique. L'auteur présente même un exemple de ce que pourrait être un article de ce dictionnaire: «Saint-Laurent, fleuve et golfe», de plus de deux pages, avec figure appropriée intitulée «L'extension continue du nom de Saint Laurents et de son dérivé Laurentides». (p. 73-76).

Dans les deux autres parties du recueil, on trouve des études spécifiques sur certains toponymes français: île d'Orléans, Montréal, La Malbaie (Gaspésie), Lacolle, île au Ruau, la Table de Roland (nom primitif du mont Sainte-Anne dans la région de Percé); et sur des toponymes aborigènes comme Québec et Anticosti, ou sur la toponymie d'héritage esquimau et amérindien. Toutes ces études sont courtes, denses, d'une tenue littéraire impeccable. Plusieurs s'accompagnent de figures qui apportent un heureux complément au texte.

Établir l'intérêt d'un tel ouvrage pour le monde des historiens est chose relativement facile. La toponymie est un aspect du patrimoine. Elle reflète l'histoire et la culture d'un peuple à l'égal du parler, de l'art, de la civilisation matérielle ou de toute autre manifestation culturelle. Pour Robert Aron, elle est «un des meilleurs instruments pour connaître l'histoire du sol français». Pourquoi en serait-il différent pour l'histoire d'ici?

*Département d'histoire
Université de Sherbrooke*

ANDRÉE DÉSILETS